



TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 25 septembre 2018

INTERVIEW DE G. PÉPY DU 21.09.2018

COLLUSION ET MENSONGES !

Rompu à l'exercice de l'interview, M. Pépy, Président du directoire du Groupe Public ferroviaire, s'est exprimé sur un média national vendredi dernier.

La stratégie d'écrémage des trafics, de plans sociaux et de casse généralisée de la SNCF est confirmée.

La loi ferroviaire votée le 17 juin dernier fixe le cadre et les règles qui devraient régir le transport ferré de marchandises et de voyageurs à l'horizon du 1^{er} janvier 2020. Pour la CGT Cheminots, le combat se poursuit.

D'aujourd'hui à la date de sa mise en œuvre programmée, nous disposons d'un an et demi pour mettre en exergue la nocivité de cette loi, faire sortir du bois le Gouvernement et la direction SNCF sur leurs réels objectifs.

Le texte de loi, co-écrit entre le Gouvernement et le Président du directoire du GPF, n'a pas pour objectif de développer et moderniser le service public ferroviaire, mais d'alléger la masse salariale du GPF, de réaliser un maximum d'économie au nom de la compétitivité qu'impose la logique de marché incarnée par l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises.

Dans l'interview qu'il a donnée vendredi dernier, M. Pépy a véritablement fait tomber les masques.

Sur l'emploi :

Tout en annonçant la réalisation de 4 500 recrutements en 2019 (dans quels métiers ? dans quelles conditions ? – cadre permanent ou contractuel ?, etc.), il a annoncé que la productivité qui serait faite impactera le niveau d'emploi de l'ordre de 2 000 suppressions par an.

Les besoins humains se font sentir dans l'ensemble des métiers, quels que soient la filière ou le collège (30 000 suppressions d'emplois sont à déplorer durant ces 10 dernières années).

La direction de la SNCF se sert de l'existence d'un texte de loi qui n'est pas encore officiellement en application pour accélérer sa politique de casse de l'emploi, en œuvre depuis plusieurs années.

M. Pépy n'a pas hésité, lors de cette interview, à opposer l'intronisation de nouvelles technologies dans certains métiers à la nécessaire présence humaine. Les nouvelles technologies, la digitalisation sont des leviers pour casser l'emploi dans de nombreux métiers, alors qu'elles pourraient être un appui et facteur d'amélioration des conditions de vie et de travail.



Alors que la négociation de la CCN de branche est en cours sur le volet Classification et Rémunération, la direction de la SNCF force la mise en place de son projet d'entreprise en accélérant la transformation, la fusion de certains métiers.

Les syndicats de la CGT Cheminots, à l'appui des cahiers revendicatifs locaux, agissent tous les jours pour stopper cette purge sur l'emploi.

Ces derniers temps, les cheminotes et cheminots se mobilisent dans plusieurs points du territoire contre la fermeture des guichets, l'éclatement des métiers, les restructurations incessantes, les fermetures de sites, la mise à mort de Fret SNCF.

Il y a bien collusion entre Gouvernement, patronat du ferroviaire et direction de la SNCF, qui rêvent de refermer la page de la réforme et du conflit des cheminots.

M. Pépy se fait le porte-voix du Gouvernement, en n'hésitant pas à pointer la responsabilité des Régions dans l'avenir des lignes de proximité (dites « petites lignes ») dont certaines d'entre elles sont lourdement menacées. Cette orientation est assumée par la direction du GPF, dit-il.

Se servant de l'instruction judiciaire dans le cadre du drame de Millas (Pyrénées-Orientales) il y a 9 mois, il n'a pas non plus hésité à annoncer que la priorité n'était pas de réouvrir la ligne.

Partout et en usant de toutes les circonstances, ces fossoyeurs du service public ferroviaire, de façon décomplexée, comptent bien devancer les éventuelles orientations qui pourraient être prises dans le cadre de la loi sur les mobilités, pour démanteler une partie du Réseau Ferré National qu'ils jugent non-rentable.

Dans ce contexte, certes lourd d'enjeux, la Fédération CGT des cheminots, ses syndicats de site et l'ensemble de ses militants appellent les cheminots à se mobiliser, à relever la tête dès le 09 octobre prochain, car nous avons prouvé autour de notre projet national « Ensemble pour le fer » ainsi qu'autour des revendications locales, que d'autres choix sont possibles.

